

## AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

### Marché de travaux d'exécution

#### IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ

Commune

#### **Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :**

Mairie de Bédarieux

M Le Maire

Place de la Vierge

34600 Bedarieux

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

#### **Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :**

Services généraux des administrations publiques

#### OBJET DU MARCHÉ

AMENAGEMENT CENTRE MUTUALISTE

#### **Lieu d'exécution ou de livraison**

Immeuble 2 rue de la République

#### L'AVIS CONCERNE

Un marché public

#### CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC

Le présent marché n'a pas un caractère périodique

#### **Variantes :**

Pas de variante

#### **Nature et étendue :**

Marché ordinaire séparé

#### **Durée du marché ou délai d'exécution :**

A compter du 01/03/2010 jusqu'au 30/11/2010

#### CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

#### **Cautionnement et garanties exigés :**

Retenue de garantie de 5,000%, qui peut être remplacée par une garantie à première demande ou à une caution personnelle et solidaire

#### **Modalités de financement :**

Articles 86 à 111 du Code des marchés publics français. Caractéristiques des prix : Prix global forfaitaire. Modalités de variation des prix : Actualisation. Modalité de règlement des comptes : via un système de gestion informatique des marchés. Le délai global de paiement est de 40 jours

#### **Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Groupement conjoint avec mandataire solidaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements

#### **Autres conditions :**

Les marchés débiteront à compter du 01/03/2010 jusqu'au 30/11/2010

#### CONDITIONS DE PARTICIPATION

#### **Forme juridique :**

Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ; Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP ; Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail

#### **Capacité économique et financière :**

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ; Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

#### **Capacité technique :**

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ; Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ; Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature

#### CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération

60% : Valeur technique

40% : Prix des prestations

#### **Enchère électronique :**

Aucune enchère électronique ne sera effectuée

#### PROCEDURES

**Mode de passation :**

Procédure adaptée

**CONDITIONS DE DELAI**

**Date limite de réception des offres :**

25/01/2010 à 16 H 00

**Délai minimum de validité des offres :**

120 jours

**AUTRES RENSEIGNEMENTS**

**Référence du marché :**

1002T

**Renseignements complémentaires :**

Pour les entreprises qui le souhaitent, vous pouvez obtenir les plans sur support papier à REPRO RAPID 15 avenue des Arbousiers 34500 BEZIERS. Tél 04 67 76 34 47 - fax 04 67 35 20 73 - mail repro-rapid@wanadoo.fr - participation 100 euro(s) ttc pour 1 jeu complet de plans. Ils peuvent être demandés à l'adresse d'obtention des documents mentionnée en annexe. Conformément à la législation française, l'ouverture des offres n'est pas publique. Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées contre récépissé. Dématérialisation des procédures : L'organisme acheteur préconise la transmission des plis par voie papier. Il accepte cependant les plis adressés par d'autres moyens permettant d'en garantir la confidentialité et la date de réception. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .PDF. Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectoriel de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefe.gouv.fr/certificats/>. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi

**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

**Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :**

Date limite d'obtention 25/01/2010 à 00 H 00

Documents payants au prix de 100.00

**Conditions et mode de paiement :**

Dossier de consultation remis contre paiement des frais de reprographie des plans estimés pour chaque jeu de plans à 100.00 Euros ttc et à verser à M. le trésorier.

**MARCHE DIVISE EN LOTS**

Possibilité de présenter une offre pour plusieurs lots

- Lot N° 01 Description : Démolition - Gros oeuvre - façade - VRD
- Lot N° 02 Description : Charpente - Couverture
- Lot N° 03 Description : Etanchéité
- Lot N° 04 Description : Cloisons - isolation - faux plafond
- Lot N° 05 Description : Menuiserie extérieure aluminium
- Lot N° 06 Description : Menuiserie bois
- Lot N° 07 Description : Carrelage - faïence
- Lot N° 08 Description : Peinture
- Lot N° 09 Description : Serrurerie
- Lot N° 10 Description : Ascenseur
- Lot N° 11 Description : Plomberie - Sanitaire
- Lot N° 12 Description : Génie climatique
- Lot N° 13 Description : Electricité - courants faibles

**DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION**

22/12/2009

**ADRESSE COMPLEMENTAIRES**

**Renseignement d'ordre administratif**

MME Josiane Vernet  
Service Marchés Publics  
Place de la Vierge  
34600 Bedarieux  
Tél : 0467955938

**Renseignement d'ordre Technique**

Mr SOPENA Jean Pierre  
Service Techniques  
Route de Lodève  
34600 Bedarieux

**Adresse à laquelle les documents peuvent être obtenus**

Mairie de Bédarieux  
Service Marchés Publics Place de la Vierge  
34600 Bedarieux  
URL : <http://agysoft.marco-web.fr>

**Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes peuvent être envoyées**

Mairie de Bédarieux  
Service Marchés Publics Place de la Vierge  
34600 Bedarieux  
URL : <http://agysoft.marco-web.fr>

**INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS**

Tribunal Administratif de Montpellier  
6, Rue Pitot  
34000 Montpellier

**PRÉCISIONS CONCERNANT LES DÉLAIS D'INTRODUCTION DES RECOURS**

Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme). Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel. Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique)